



**EXTRAIT DU REGISTRE  
 DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
 DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2019-57  
 Séance du 25 novembre 2019 à dix-huit heures trente**

L'an deux mil dix-neuf, le vingt-cinq novembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Hervet, Joly, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber  
 Mmes Albiges, Bérard, Bertin, Castillo, Fraisse, Maury, Pervent, Vilaplana

**Absents ayant donné procuration :** Mme Chibani procuration à M. Caizergues, M. Lenoir procuration à M. Petit, Mme Olivier procuration à Mme Albiges

**Absents excusés :** Mme Vella

**Secrétaire de séance :** Mme Irène Vilaplana

**Nombre de membres en exercice :** 22

**Présents :** 18

**Procurations :** 3

**Absents :** 1

**Votants :** 21

**Date de convocation et affichage**

15 novembre 2019

**Objet :** Solution de paiement sur internet : renouvellement de contrat

M. le maire informe l'assemblée que le contrat passé avec la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon pour l'adhésion au Service Public Plus V2 pour le paiement en ligne par les usagers des services de la commune (notamment du Centre de loisirs par le biais du portail famille) arrive à échéance en décembre 2019.

Il propose de maintenir cette solution de paiement et de procéder à son renouvellement pour une durée de trois ans, aux conditions actuelles de tarification.

Le Service Public Plus est fourni aux conditions financières suivantes :

- abonnement mensuel ..... 15.00 € HT
- coût par paiement effectué..... 0.13 € HT

Le conseil municipal, entendu l'exposé de M. le Maire, et après discussion,

- approuve à l'unanimité le renouvellement du contrat Service Public Plus ;
- dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2020 (article 611)
- donne pouvoir à M. le maire de signer toute pièce nécessaire à cette adhésion.

Ainsi fait et délibéré  
 Lavérune le 25 novembre 2019  
 Roger CAIZERGUES  
 Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

nomencature : 7.1.1